

B U L L E T I N C O M M U N I S T E
I N T E R N A T I O N A L

Organe de la Fraction de la Gauche communiste
internationale

n° 7

27/ 12/ 2 0 1 1

Pour nous contacter :
adresse e-mail : inter1925@yahoo.fr ;

Consultez notre site :
<http://fractioncommuniste.org>

Sommaire

Accord avec la TCI

Le temps du rassemblement autour du "Programme communiste" approche et se prépare.....1

Situation internationale

Tract de notre fraction (8 octobre 2011)

Suivons la voie que nous montre le prolétariat en Grèce.....4

Prise de position de la TCI sur la protection du Parlement grec et la répression anti-ouvrière par la milice stalinienne :

Grève générale en Grèce - Les staliniens, défenseurs de l'État.....6

Correspondance

Débat avec un camarade défendant des positions *conseillistes* sur le parti bolchevique.....7

Combat contre l'opportunisme

A propos d'une publication par les Editions Smolny :

La défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre est toujours une frontière de classe !....8

Le 19ème congrès du CCI ou la Déclaration de faillite de la politique menée depuis 2001.....9

A propos de la Résolution cachée du 16^e congrès du CCI (suite) :

Les liquidateurs du CCI et leurs pratiques honteuses et destructrices : Ils persistent !.....12

Texte du mouvement ouvrier

B. Souvarine (1920), *Nécessité d'une scission*.....13

Accord avec la TCI

Le temps du rassemblement autour du "Programme communiste" approche et se prépare

Il y a presque un an déjà, en janvier 2011, les camarades de la Tendance Communiste Internationaliste en Allemagne, du Gruppe Internationaler SozialistInnen (GIS), ont rédigé un article, [Marxism or Idealism - Our Differences with the ICC¹](#), (malheureusement pas traduit en français : *Marxisme ou idéalisme, nos divergences avec le CCI*) dont la finalité était de présenter les principales divergences de la TCI avec le CCI. Ce texte représente un effort sérieux et méritoire pour poser les termes des divergences entre nos deux courants politiques. A ce titre, il est un moment important du processus de clarification et de regroupement politiques au sein du camp des forces communistes qui est indispensable au dégageant de la perspective du futur Parti du prolétariat. De plus, il exprime la capacité de la TCI à jouer et assumer le rôle central de pôle de référence et de regroupement politiques que la situation historique actuelle lui a assigné. En effet, outre le fait de favoriser le débat et la confrontation des positions entre nos deux courants politiques "historiques", ce type de document ne peut qu'aider les nouveaux éléments, militants isolés et groupes ou cercles politiques, dans la recherche de cohérence politique et d'engagement communiste militant et dans leur réappropriation – indispensable - des débats et des positions de la Gauche communiste. Le texte du GIS est donc une référence, un repère pour tous ceux qui sont en recherche de clarification politique.

Nous saluons aussi ce texte avec chaleur et enthousiasme tant pour son contenu politique que pour l'esprit qui l'anime :

"On nous demande souvent quelles sont exactement nos divergences avec le Courant Communiste International puisque cette organisation se réclame de la tradition de la Gauche communiste. (...) Comme nos divergences avec le CCI sont facilement compréhensibles, nous avons voulu être le plus bref possible et sélectionner les questions qui sont d'importance immédiate pour l'activité des révolutionnaires. Certains peuvent considérer cela comme des petites querelles entre groupes révolutionnaires. Mais une telle attitude sous-estime la nécessité du débat. Sans discussion tranchée, cette clarification politique qui nous permet de développer un programme réalisable pour le renversement du capitalisme ne sera pas possible" (Marxisme ou idéalisme, Nos divergences avec le CCI, souligné dans l'article, traduit par nos soins).

Il convient ici de regretter le retard avec lequel nous prenons position publiquement sur ce texte. Il est de la responsabilité de notre fraction d'assumer le débat au nom du CCI "historique" avec la TCI et le courant historique de la Gauche qu'elle représente. Et, elle est la seule à pouvoir le faire réellement².

D'autant plus regrettable pouvait être notre absence de réaction immédiate qu'elle aurait pu "décourager" les camarades de la TCI de poursuivre sur cette voie. Heureusement il n'en est rien et il faut saluer le fait que les camarades de la TCI poursuivent dans cette orientation politique qui, bien sûr, va bien au-delà du débat avec notre seul courant. Celle-ci vient de s'exprimer avec force dans l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* 59 (Automne 2011), [The Difficult Path to the Revival of Working Class Struggle](#) (*Le chemin difficile de la reprise de la lutte de la classe ouvrière*). Se basant sur une compréhension juste de l'accélération de la situation mondiale et particulièrement de l'aiguïsement des contradictions de classes à l'échelle internationale du fait de la crise économique du capital, l'article défend que *"les authentiques révolutionnaires ont une vraie bataille à mener pour que le prolétariat rejette non seulement les illusions des "anti-capitalistes" mais aussi les manipulations de la gauche traditionnelle. Nous avons besoin de créer un mouvement qui unifie tous ceux qui peuvent comprendre les problèmes dont nous parlons ici. Ce mouvement (ou parti) doit être guidé par une vision claire de la société que nous voulons. Nous l'appellerons "le programme communiste". Il doit se baser sur les luttes autonomes de la classe ouvrière qui se libère, de manière croissante, des chaînes qu'un siècle de réaction nous a imposées. Son but doit être l'abolition de l'exploitation du travail salarié, de celle de l'argent tout comme celle de l'Etat, des armées permanentes et des frontières nationales. Nous devons réaffirmer la vision développée par Marx selon laquelle nous nous battons pour une société de "libres producteurs associés" dans laquelle le principe est "de chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins". Aujourd'hui, il y a beaucoup de groupes et d'individus dans le monde qui, comme nous, défendent cela ; mais, nous sommes soit trop dispersés soit trop divisés pour prendre l'initiative de former un tel mouvement unifié. Certains sont opposés, par principe, à la formation d'un tel mouvement, car ils pensent que le mouvement spontané se suffit à lui-même. Nous aimerions partager leur confiance. Nous pensons que les révolutionnaires responsables devraient réexaminer leurs divergences et se demander si, à la lumière de cette période de la lutte de classe qui s'ouvre aujourd'hui, les divisions qu'ils pensaient avoir jusque là persistent. Nous devrions nous baser sur nos nombreux accords et non pas sur le peu de désaccords qui existent entre nous. Nous devrions chercher à travailler ensemble dans les luttes, non pour simplement recruter tel ou tel individu pour notre propre organisation, mais pour chercher à élargir la conscience de ce que signifie réellement la lutte de la classe ouvrière. Face aux obstacles que nous avons soulignés plus haut, il serait suicidaire de ne pas le faire"* (RP 59, repris par

1 . Cf. *Revolutionary Perspectives* 57, revue de la CWO, le groupe de la TCI en Grande-Bretagne.

2 . Notre fraction est la seule forme organisée qui, aujourd'hui, défende l'héritage théorique, politique et même organisationnel du CCI d'origine contre les trahisons et liquidations que le CCI "officiel" d'aujourd'hui réalise et multiplie à une cadence sans cesse accélérée. Nous sommes la seule force collective organisée qui assume et revendique ouvertement

l'ensemble de l'histoire du CCI, ses forces et ses faiblesses, ses acquis et ses erreurs, de sa naissance jusqu'à la crise organisationnelle de 2001. Elle "matérialise" ainsi la tradition de ce courant dont la disparition, quelle que soit l'appréciation politique qu'on puisse en faire, constituerait un manque cruel car, inévitablement, les questions posées resurgiraient mais alors, dans le contexte des événements historiques qui se profilent, à chaud et dans la confusion.

Bilan et Perspectives 12, décembre 2011, la revue de la TCI en France, nous soulignons).

Nous appuyons totalement l'orientation mise en avant par la TCI dans ce texte et entendons l'aider à la réaliser.

Cet éditorial nous oblige donc. Nous sommes redevables devant notre classe – et devant l'ensemble des forces communistes - de répondre au mieux, de toutes nos forces, à cette orientation que nous appelions de nos vœux depuis notre constitution en fraction interne du CCI. Même si nous sommes bien conscients que cette orientation ne s'adresse pas qu'à notre seul courant politique, néanmoins la TCI nous interpelle directement et nous devons lui répondre. Cela passe par le renforcement de nos liens avec cette dernière – collaboration pratique, rencontres, intervention, etc... - et par la clarification de nos divergences dans l'esprit et la continuité de ce qu'ont fait les camarades du GIS.

Réalité des divergences

Le texte du GIS, *Nos divergences avec le CCI*, pointe de manière tout à fait juste et claire les principales divergences avec les positions "historiques" du CCI : la question du cours historique ; l'analyse de la crise du capital ; la méthode d'analyse des luttes ouvrières considérée comme idéaliste et utilisant des théories conspiratrices ; la conscience de classe et le parti ; la période de transition entre capitalisme et communisme ; et enfin la conception de l'organisation révolutionnaire en terme de construction et de fonctionnement. Il expose correctement les "traditionnelles" divergences et critiques que la TCI porte aux positions de notre courant dans un effort sérieux pour les présenter aux lecteurs. Nous ne pouvons, dans le cadre de cet article, prendre position sur chaque question. Il y en a beaucoup à débattre et elles ne seront pas résolues du jour au lendemain. En revanche, nous pouvons d'ores et déjà essayer de préciser la réalité de ces divergences car nous pensons qu'il y en a de réelles, mais aussi d'autres qui expriment des incompréhensions (ou des malentendus), et d'autres enfin qui sont de fausses divergences.

Commençons pas les *fausses* divergences telles qu'elles apparaissent dans le texte. Elles touchent essentiellement à la question de *la conscience de classe et du rôle du parti* d'une part et à la question de la constitution du PCInt en 1943. Lors de nos rencontres, en particulier en novembre 2005, les débats que nous avons eus avec le BIPR avaient permis de préciser notre accord sur ces deux questions et ainsi de préciser nos conceptions et nos compréhensions. Pour notre fraction en tout cas, il n'y a pas aujourd'hui de divergence réelle et fondamentale sur ces points et nous renvoyons les camarades au bilan que nous avons fait de ces rencontres d'alors – par exemple le [Compte-rendu de la discussion \(Fraction\)](#) avec le BIPR - dans le bulletin 33 de la fraction interne du CCI. Dans ce compte-rendu, nous exprimons notre accord avec le texte introductif à la réunion présenté par la délégation du BIPR sur la conscience et sur la constitution du PCInt en 1943.

Affirmer ces accords ne signifie pas qu'il ne puisse exister – nous sommes convaincus du contraire - de nuances, de compréhensions ou d'approches diverses, sur ces questions.

Mais cela appartient à la vie même du prolétariat et à son combat historique ; cela ne peut que traverser toute organisation et sans doute aussi le parti de demain, et ne peut se dépasser que par le débat et le combat dans le même camp.

Il est aussi des *incompréhensions*, avons-nous dit. Par exemple, nous ne doutons pas de la sincérité des camarades des GIS lorsqu'ils affirment que la conception du CCI sur le *Cours historique* est à rejeter car elle correspondrait au fait de "jouer à Nostradamus et à construire des prédictions abstraites". Alors laissons de côté la notion de *Cours* et citons un passage du texte des camarades dont nous sommes sûrs de partager le contenu et l'implication politique pour l'organisation révolutionnaire :

"Nous nous trouvons à l'époque impérialiste du capitalisme, l'époque des guerres et révolutions. En cela, la fin du cycle d'accumulation porte en lui deux alternatives distinctes mais interconnectées guerre ou révolution. Que cela débouche sur la guerre ou la révolution dépend du rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat. La compréhension précise de ce rapport de forces est essentiel pour l'activité des révolutionnaires" (Nous soulignons).

De même, le texte sur *Nos divergences avec le CCI* avance que *"la tâche centrale des révolutionnaires est de participer activement à toutes les luttes de classe dans la mesure où les forces de notre organisation le permettent. Le CCI rejette cette intervention active et voit ses tâches comme de la simple propagande"*. Il est d'autres passages dans le texte qui reprennent cette idée sur le CCI. Pour notre part, nous nous revendiquons de toute l'expérience du CCI des années 1970 et 1980 acquises dans l'intervention active, "partie-prenante" disions-nous, et dans lesquelles nous entendions assumer les tâches d'une véritable avant-garde politique, d'une véritable direction politique du prolétariat dans les luttes, dans les assemblées, dans les grèves, les manifestations, etc. En ce sens, nous sommes en accord avec la nécessité de l'intervention active dans les luttes et nous avons la prétention de croire que nous sommes les gardiens de toute une expérience militante qui est aujourd'hui liquidée par le CCI actuel.

Il y a là pour nous une incompréhension, réelle pour le coup, nul doute sincère et honnête, de la part des camarades du GIS sur ce qu'était réellement la politique et l'intervention du CCI.

En revanche, il y a de véritables divergences entre les deux courants, divergences qui, bien loin de "séparer" deux chapelles et qui justifieraient la négation, le rejet ou l'exclusion – sectaire – de l'autre, font partie de la vie même du prolétariat. Mieux, nous estimons qu'il est préférable, hautement, que les divergences aient leur expression organisée et qu'elles soient revendiquées par les communistes plutôt qu'elles soient niées ou rejetées, non discutées, non "confrontées". En effet, c'est par la confrontation et le débat assumés que les communistes pourront s'armer et se préparer à **l'inévitable** apparition, ou resurgissement, de ces divergences au cours même de la lutte et dans ses moments les plus critiques et difficiles pour le prolétariat. Dans ce sens, nous pensons qu'effectivement il y a des divergences entre nos deux courants, **mais aussi au sein même de chaque courant**, sur la question de l'analyse et de l'intervention dans les luttes ouvrières. Ne serait-ce que parce que cette dernière,

l'intervention, requiert une vigilance permanente et un combat permanent, qu'elle n'est jamais acquise et qu'elle nécessite la conviction et aussi la volonté – le courage même – de son intérêt et de sa nécessité. Elle est toujours l'objet d'un combat au sein même des organisations communistes et le sera toujours, y compris au sein du plus homogène des partis.

Il est d'autres divergences réelles et plus importantes que le texte du GIS relève. Les principales touchent à l'explication théorique des crises du capitalisme et à la période de transition. Pour nous, ces divergences – à préciser et même à définir - ne sont pas des frontières de classe, ni même des obstacles à combattre ensemble aujourd'hui.

Pour ce qui est de la période de transition, c'est une question que notre fraction, et "notre" CCI, n'ont pas discutée depuis le début des années 1980 et que nous considérons "ouverte", c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas un obstacle à lutter dans la même organisation. Ce qui déjà est, pour nous, essentiel, c'est que nous partageons avec la TCI la position selon laquelle le parti ne prend pas le pouvoir au nom de la classe, qu'il ne se confond pas avec l'État de la période de transition. D'une certaine manière les thèses qui accompagnent la publication de la plateforme du PCInt de 1952 évoquent le problème en insistant sur le fait que "*le prolétariat ne cesse à aucun moment et pour aucune raison d'exercer sa fonction antagonique ; il ne délègue pas à d'autres sa mission historique ni de délivrer des procurations générales, même pas à son parti politique*" (2ème congrès du PCInt, Milan, 1952).

Une des dernières divergences soulevée par le texte du GIS concerne la conception de la construction et du fonctionnement de l'organisation. Il y a surtout, selon nous, sur cette question, des incompréhensions quant à la réalité du CCI – sur la réalité de ses noyaux et sections territoriales - que nous laissons de côté³ dans le cadre de cet article.

Le texte du GIS relève une dernière divergence sur le *Chaos et la Décomposition*. Nous avons déjà écrit pour critiquer et dénoncer la théorie de la décomposition telle qu'elle est défendue aujourd'hui par le CCI officiel. Il n'en reste pas moins que nous assumons notre responsabilité pour avoir pris notre part dans le développement de cette théorie. Ce fut une erreur politique fondamentale qui a permis d'abord de justifier une politique de fonctionnement interne erronée – et dramatique pour des militants dès la crise organisationnelle de 1995 - et ensuite fourni le "cadre théorique" pour la trahison et la liquidation de positions fondamentales du CCI et du marxisme – par exemple, l'abandon par le CCI de l'alternative historique *guerre ou révolution* jusqu'à considérer que toute menace de guerre impérialiste généralisée, de 3ème guerre mondiale, avait disparu. Dans ce sens, et sans rejoindre les arguments critiques des camarades du GIS⁴, nous ne nous reconnaissons pas dans la position défendue aujourd'hui par le CCI et rejetons celle-ci. Nous aurions sans doute beaucoup

3 . D'autant que la nouvelle politique opportuniste du "CCI des liquidateurs" est venue depuis alimenter et justifier ces critiques et incompréhensions.

4 . Nous avons déjà évoqué le fait que certains des arguments critiques apportés par les camarades se basaient sur des incompréhensions de ce que défendait réellement le CCI d'alors. Nous ne pouvons y revenir ici et renvoyons le lecteur, pour ce qui est de la décomposition, à la lecture – et au lien internet - de l'article du bulletin de la Fraction interne du CCI.

de choses à préciser et à rajouter sur le sujet ; nous renvoyons nos lecteurs au bulletin de la fraction interne du CCI – par exemple à l'article de son n°30 [*Impasse historique et impasse théorique, La théorie de la phase de la décomposition sociale*](#), (mars 2005).

Voici donc une tentative rapide de cerner où se situent les divergences entre nos deux courants historiques. Nous ne pouvons nous contenter de saluer avec force l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* et le texte des camarades des GIS sans commencer à répondre et à avancer dans la confrontation et la clarification des positions respectives. Dans ce processus – déjà entamé au cours des années 2000 entre le BIPR et la fraction interne du CCI - nous ne doutons pas que des divergences seront dépassées et que de nombreuses questions seront clarifiées. Surtout, nous ne doutons pas que ces discussions, comme d'autres d'ailleurs, serviront de référence et favoriseront le regroupement large et international autour du pôle constitué par la TCI. C'est autour de cette organisation, en référence à elle, que doivent s'organiser les débats et les clarifications politiques. C'est autour d'elle que le processus de regroupement politique – et organisationnel – doit s'articuler et se développer.

Pour notre part, et depuis notre constitution en 2001 comme fraction interne du CCI, nous avons su tirer les conséquences du processus de dérive opportuniste qui s'emparait de notre propre organisation et avons alors conclu et établi notre orientation de regroupement autour et avec le BIPR d'alors – la TCI aujourd'hui. La décennie de relations plus ou moins étroites, toujours fraternelles, souvent fructueuses en terme de débat et de clarification politiques que nous avons eues avec cette organisation, est venue confirmer notre orientation d'origine et conforter notre conviction. Aujourd'hui, situation historique aidant, la TCI prend des responsabilités immenses, ses responsabilités, celles-mêmes que l'histoire lui a attribuées. Nous ferons tout notre possible pour l'aider et l'appuyer dans cette voie.

La Fraction de la Gauche Communiste Internationale,
Décembre 2011.

SITUATION INTERNATIONALE



Manifestation massive à Athènes devant le Parlement.

Nous publions, ci-après, le tract que nous avons diffusé à partir du début octobre 2011, au moment où la force de la mobilisation de la classe ouvrière en Grèce commençait vraiment à briser la censure des médias internationaux. Quelques jours plus tard, ceux-ci ne pouvaient plus faire l'impasse sur la résistance courageuse des prolétaires, depuis plus de deux ans maintenant, contre la succession sans fin des plans d'austérité de plus en plus brutaux. La force de ce mouvement répondait aussi aux campagnes de la bourgeoisie visant à nous présenter les "mouvements des Indignés" comme des exemples à suivre, alors même qu'ils sont du point de vue du prolétariat des impasses et même des pièges. Lors des journées de grève des 18 et 19 octobre, la force du prolétariat en Grèce s'est alors clairement exprimée dans la dynamique à l'affrontement politique avec l'État, au point que la bourgeoisie grecque dut utiliser la milice du parti stalinien contre la mobilisation ouvrière – nous reproduisons, à la suite de notre tract, la dénonciation que la Tendance Communiste

Internationaliste a faite alors et que nous faisons nôtre. En effet, alors que la classe ouvrière cherchait à empêcher les députés de parvenir jusqu'au Parlement qui allait voter un énième plan d'austérité, celui-ci ne put "agir en toute tranquillité" que grâce à la répression violente exercée par les gros bras du parti stalinien. Quelques jours plus tard, lors de la fête nationale grecque, de nombreuses manifestations nationales, dont des défilés militaires, durent être interrompues, parfois décommandées, du fait de l'opposition des manifestants, au point que de nombreux politiciens et hommes d'État, dont le Président, durent s'enfuir des "cérémonies officielles".

Ce processus d'affrontement à l'État et au pouvoir politique – véritable dynamique de "grève de masse" - constitue un début de "politisation" de la lutte des classes qui n'en est bien sûr qu'à ses débuts et est encore largement insuffisant pour faire reculer, ne serait-ce que momentanément, la bourgeoisie dans ses attaques. Néanmoins, et contrairement à l'apolitisme et à la revendication de "plus de démocratie" mis en avant par les différents mouvements des indignés, la classe ouvrière en Grèce montre clairement, aux prolétaires de tous les pays, la voie à suivre – confirmant ainsi pleinement l'orientation de notre tract - : la lutte de classe et l'affrontement politique avec l'État.

Suivons la voie que nous montre le prolétariat en Grèce !

"Je m'en fous que nous fassions faillite, on est déjà en faillite !", c'est ce que pense aujourd'hui un prolétaire grec en lutte et que partage nombre de ses frères de classe. Et tous de marteler en chœur : **"Non au chômage, non aux licenciements, non à la misère !**, slogan auquel fait écho celui de leurs enfants étudiants (dont l'avenir est totalement bouché) : **"Nous voulons des livres, des professeurs, des écoles."**

Voilà près de trois ans que la classe ouvrière de Grèce refuse de payer pour la crise capitaliste, trois ans qu'elle résiste contre la succession des plans d'austérité et de misère chaque fois plus violents, trois ans qu'elle lutte et que les médias internationaux censurent toute information sur le combat quotidien de nos frères de classe ; et lorsque ces baratineurs patentés se retrouvent obligés de mentionner, dans leurs colonnes, les plus grandes manifestations de rue et les grèves à Athènes ou Salonique – en particulier celles qui affectent les transports qu'il est difficile de passer complètement sous silence -, c'est pour en dénaturer le sens et le contenu.

Voilà près de trois ans que la mobilisation ouvrière dure et ne s'éteint pas : récemment encore, une énième journée de grève et de manifestation massive a eu lieu et d'autres vont prendre le relais ; trois ans que les manifestations de rue se déroulent dans toutes les villes en différentes occasions, trois ans que les grèves éclatent dans tel ou tel secteur, s'éteignent, puis repartent de plus belle ; trois ans que l'économie du pays est paralysée partiellement ou totalement ; trois ans que les principales villes du pays sont régulièrement bloquées par les grèves et les manifestations ; trois ans que chaque ouvrier grec retrouve, dans les manifestations et dans les rassemblements d'ouvriers, ses parents retraités, ses frères et sœurs salariés (du secteur privé ou de la fonction publique), ou ceux, de plus en plus nombreux, qui sont au chômage, sans parler de ses enfants étudiants jetés à la rue ; trois ans que les prolétaires refusent de plier face à la politique ignoble et arrogante du capital en crise ; en fait, trois ans qu'ils refusent sa logique de misère et de mort.

"Que le gouvernement et la troïka s'en aillent !", c'est ce que les manifestants grecs crient dans les rues.

Voilà également près de trois ans que l'ensemble du prolétariat grec s'élève contre la volonté du gouvernement du Parti socialiste (PASOK) et des organismes internationaux de la bourgeoisie – FMI, Union européenne, Banque centrale européenne – de leur

faire payer la crise de leur système d'exploitation ; trois ans que la classe ouvrière et, derrière elle, toutes les couches non-exploiteuses – taxis, petits artisans, professions libérales... - se confronte à l'ensemble de la bourgeoisie mondiale ; trois ans que celle-ci, d'accord et unie, s'évertue sans relâche à faire payer la "première" facture de sa crise aux prolétaires et à la population grecque. "Première" facture ? Oui parce qu'elle sait, comme nous le savons tous, qu'après le prolétariat en Grèce, c'est à chaque classe ouvrière, de chaque pays, l'une après l'autre, que la bourgeoisie mondiale va vouloir faire payer la facture de sa propre crise. N'est-ce pas déjà commencé partout dans le monde et sur tous les continents ? N'est-ce pas Obama et la bourgeoisie américaine qui appellent les gouvernements européens à mettre de l'ordre dans leurs affaires économiques, tandis que ces derniers font de même en retour ? N'est-ce pas la classe dominante d'Allemagne, appuyée par toutes ses consœurs européennes, qui, au commandement de l'Union européenne et de la BCE, dicte à tous les États du vieux continent la marche à suivre ?

La bourgeoisie nous a déclaré une guerre à mort, dans tous les pays et sur tous les continents. Et elle ne peut pas reculer. Il n'y a aucune illusion à avoir ! La crise qui la frappe et qu'elle veut que nous payons est irréversible et marque la faillite historique du capitalisme. Accepter les sacrifices serait suicidaire pour nous ! Ne nous a-t-elle pas demandé des sacrifices depuis des décennies ? Pour quels résultats sinon la faillite généralisée et la misère dramatique pour tous, qu'elle n'essaie même plus de nous cacher.

Ceux – les partis de gauche et les syndicats - qui défendent *"qu'il y a de l'argent dans la poche des riches et qu'il faut les faire payer"*, c'est-à-dire qui veulent nous faire croire qu'il faut rembourser les dettes des États, essaient de nous entraîner et de nous emprisonner sur le terrain et la logique capitaliste, derrière la défense de l'économie nationale contre les soi-disant spéculateurs étrangers, derrière l'État capitaliste. Il faut, comme les ouvriers d'Athènes qui *"s'en foutent de la faillite"* capitaliste, refuser ce terrain. C'est un piège ; et ceux-là même, partis de gauche, gauchistes, syndicats, qui n'ont eu de cesse de saboter nos luttes durant toutes ces années, essaient encore de nous imposer la logique du capital et ses sacrifices. Il faut refuser cette logique et refuser les sacrifices. *"L'État nous doit de l'argent"* crient les prolétaires grecs. C'est leur voix qu'il faut entendre et, comme eux, refuser les faux chantages au remboursement des dettes ou à la faillite générale.

"Quand nous crierons vraiment, vous vous en rendrez compte" hurlaient les plus déterminés des manifestants d'Athènes. Ils ont raison. Refuser, par la lutte massive, les sacrifices est indispensable. Certes on peut faire reculer la bourgeoisie momentanément. C'est toujours cela de pris. Mais aucune illusion n'est à avoir aujourd'hui ; elle renouvellera, dès qu'elle le pourra ses attaques contre nous. Le capitalisme en crise n'a plus les moyens d'épargner une partie quelconque du prolétariat international et tant qu'il aura le pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir d'État – "démocratique" ou non -, il n'aura de cesse de multiplier ses attaques contre nos conditions d'existence.

Ouvriers, prolétaires, pour que notre colère et notre refus fassent reculer les exploiters et leur logique infernale, nous devons non seulement l'exprimer massivement mais surtout prendre en main la direction de nos luttes, ce qui signifie : ne pas la laisser aux mains des syndicats et des apôtres du "faire payer les riches". Il faut organiser nous-mêmes l'extension et l'unification de notre combat. Il faut l'organiser au moyen de nos assemblées générales souveraines, de nos délégués élus et révocables à tout instant, au moyen de nos délégations massives pour aller chercher la solidarité active des autres secteurs ouvriers, au moyen de l'arrêt de la production dans les entreprises par la grève et de l'occupation de la rue par les manifestations. Ainsi, comme les prolétaires grecs, nous bloquerons cette société à laquelle la bourgeoisie tient tant, qui ne sert que ses intérêts et en aucune manière les nôtres.

C'est la voie qu'a commencé à emprunter le prolétariat en Grèce. C'est la voie qu'il nous montre. C'est la voie que nous devons reprendre dans tous les pays.

Mais faire reculer les exploiters ne suffira pas. Il faut leur enlever l'exercice du pouvoir et détruire leur État. C'est la responsabilité historique du prolétariat. La crise et la faillite générale du capitalisme replace celle-ci au centre de la situation historique, au centre du devenir de l'humanité.

Ouvriers, prolétaires, notre classe n'a pas seulement pour nécessité la défense de ses intérêts économiques et matériels immédiats, elle a aussi la responsabilité de sauver l'humanité entière de la misère et de la guerre généralisée que la crise du capital porte inévitablement en elle. Il n'y a donc pas d'autre solution que d'abattre ce système pour construire une autre société, sans classes, sans exploitation de l'homme par l'homme et sans guerre. Nos frères de classe, en Grèce, nous indiquent le début du chemin. Aussi, si nous paraphrasons la grande révolutionnaire Rosa Luxemburg en 1918, nous pouvons dire qu'aujourd'hui *"en Grèce le problème ne peut qu'être posé... et c'est dans ce sens que l'avenir partout appartient au prolétariat révolutionnaire"*.

8 octobre 2011

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

Grève générale en Grèce - Les staliniens, défenseurs de l'État (Tendance Communiste Internationaliste)

Le 19 octobre en Grèce, en lien avec la grève générale de 48 heures contre la politique d'austérité de la bourgeoisie, se sont déroulées d'énormes manifestations organisées par les deux principaux syndicats, GESEE et ADEDY. À Athènes seulement, ce sont près d'un million de personnes qui ont défilé vers la place Syntagma pour exprimer leur colère contre le vote des mesures d'austérité au Parlement. Plus de 10.000 policiers ont été déployés dans les rues d'Athènes, afin de réprimer la manifestation et c'est à plusieurs reprises que les manifestants ont été attaqués par la police anti-émeute. Le 20 octobre, ce sont les députés qui devaient finalement décider par leur vote, du montant de la facture à présenter en vue de réduire le niveau de vie de millions de travailleurs et de travailleuses grecs. Mais, à cette occasion, les manifestants ont été confrontés à une situation particulière. Les staliniens du PAME — qui, habituellement, organisent leurs propres manifestations et les tiennent dans d'autres lieux — occupaient déjà la place Syntagma. Plusieurs témoignages révèlent qu'ils formaient des cordons de militants armés de gourdins (dont certains servaient de hampes à des drapeaux rouges). Ils interdisaient l'accès de l'esplanade située devant le parlement aux autres manifestants. Ces témoignages rapportent aussi que les gens devaient montrer leurs cartes de membres du KKE (le Parti communiste grec) ou du PAME (le syndicat stalinien) pour passer. À ce moment-là, la police ne s'était pas encore montrée (ses agents étaient encore dans leurs fourgons situés dans les rues voisines). Afin d'apparaître comme la véritable "opposition responsable", les staliniens étaient prêts à jouer le rôle de la police. Lorsque certains manifestants du mouvement libéral "Den Plirono" ("Je ne paie pas") ont compris ce qu'il se passait, ils ont commencé à protester et à s'avancer vers le cordon du PAME. Une source grecque nous dit ce qui est arrivé ensuite :

"C'est alors qu'intervinrent des groupes d'antiautoritaires auxquels s'est jointe "l'Assemblée des Anarchistes pour l'Autodétermination Sociale". Les affrontements ont éclaté quand les manifestants ont essayé d'atteindre le Parlement. Un groupe anarchiste s'est attaqué aux cordons staliniens. Les deux camps se sont retrouvés face à face à l'Hôtel de Grande-Bretagne sur la place Syntagma. La police a commencé à envoyer des grenades lacrymogènes. Les affrontements furent féroces; des fusées éclairantes ont été tirées directement sur la foule. Des affrontements généralisés se produisirent sur la place Syntagma, opposant par centaines, des anarchistes et des staliniens qui s'envoyaient des pierres, des bouteilles et des fusées. Les manifestants ont essayé de franchir les lignes du PAME pour atteindre le Parlement. Les staliniens lancèrent une contre-attaque et ont tabassé plusieurs manifestants – pas seulement des "black blocs". Ils ont même "arrêté" certains jeunes gens et les ont livrés à la police. Leur coopération avec les forces de l'État était évidente ..." (eagainst.com).

Il s'agissait clairement d'un plan prémédité du KKE dans la mesure où il en a fait la répétition, certes moins dramatiquement, ailleurs dans le pays. À Ioannina, le PAME a menacé et tabassé des manifestants qui s'étaient opposés à lui et qui essayaient d'atteindre des bâtiments officiels. En Crète, des membres du KNE (l'aile jeunesse du Parti communiste) ont menacé des manifestants avec des bâtons devant l'hôtel de ville. Au cours de la manifestation, un membre du PAME, Dimitris Kotzaridis, est mort, semble-t-il, du fait d'avoir inhalé le gaz lacrymogène de la police (il avait des difficultés respiratoires). Cela n'a pas empêché le KKE de prétendre qu'il était mort des suites d'un coup à la tête porté par un manifestant ennemi. Effectivement, leur propre communiqué de presse sur l'incident est effrayant au point de rappeler le type de propagande que les staliniens ont utilisé lors des Procès de Moscou, ainsi que la politique qu'ils ont pratiquée en Espagne au cours des années 1930.

"Déclaration du Bureau de Presse [du KKE, ndr] concernant l'assaut meurtrier organisé contre le rassemblement du PAME à Syntagma et la mort du syndicaliste du PAME, Dimitris Kotzaridis : À cette occasion et dans ce but, des groupes organisés ainsi que des anarcho-fascistes, armés de cocktails Molotov, de gaz lacrymogène, de grenades assourdissantes et de pierres, ont lancé une attaque dans le but de disperser l'imposant rassemblement de travailleurs et autres personnes sur la place Syntagma et surtout là où les militants du PAME étaient concentrés. ...La haine des cagoulés contre le mouvement des ouvriers et du peuple et contre le PAME exprime la fureur des forces qui servent le système et le pouvoir bourgeois. Le gouvernement a des responsabilités immenses dans cette entreprise."

L'accusation d'"anarcho-fascistes" fait écho aux effrayants appels de Vychinski pour la "Mort aux Trotskistes-fascistes" dans les Procès de Moscou. Il y a deux ou trois ans, le KKE s'est vanté d'avoir placé, au sommet de l'Acropole, la bannière "Peuples d'Europe levez-vous !" (pourquoi pas "Ouvriers d'Europe soulevez-vous", avions-nous alors demandé ?). Il avait envoyé des délégations à travers l'Europe pour défendre cette cause. À l'évidence, sa cause est réactionnaire. Défendre l'État bourgeois est tout à fait normal pour les staliniens qui ne sont communistes que de nom. Par ailleurs, les bravades individualistes et anonymes des "black blocs" servent, entre les mains de l'État, "le jeu démocratique" [qui inclut le KKE], comme cela s'est produit le 15 octobre à Rome. Ce n'est sûrement pas comme ça qu'on peut élargir la conscience de classe. En attendant, la guerre fratricide entre les manifestants, dont le KKE est responsable, a surtout accentué le tour de vis social de l'État grec...

La Tendance Communiste Internationaliste

Correspondance avec un camarade sur des positions conseillistes à propos du parti bolchevique

Lettre du 29 septembre 2011 du camarade Bjorn

Vous écrivez dans la présentation de vos positions que "le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur".

La révolution d'Octobre n'est pas la même chose que le parti bolchevique lequel avait pour but de construire un État-parti et de subordonner les soviets à l'appareil d'État. Aussi longtemps que vous ne comprendrez pas cela, vous continuerez sur la voie de l'élitisme politique comme le CCI et la TCI (anciennement BIPR).

Avez-vous lu l'analyse de Maurice Brinton dans son livre *Les bolcheviques et le contrôle ouvrier : l'État et la contre-révolution* dans lequel il est démontré que Lénine et Trotsky ont non seulement intégré les soviets dans l'État-parti mais aussi établi une dictature de parti avec un point de non-retour en mars 1921 quand le soviet de Cronstadt fut écrasé. La fin de cette contre-révolution a été lorsque le parti élite devint le propriétaire capitaliste d'État collectif des moyens de production dans l'Union soviétique et a établi le capitalisme d'État : <http://libcom.org/library/the-bolsheviks-and-workers-control-solidarity-group>.

J'ai eu une relation de débat avec le CCI à Stockholm qui s'est terminée après quelques années. Cette organisation est sectaire et a une analyse subjective du capitalisme. J'ai aussi eu une période de débat avec l'ancien BIPR et j'en ai conclu qu'ils ne comprennent même pas que, quand le parti bolchevique établit sa dictature de parti, l'élite parti changea de ce fait son rapport avec la classe ouvrière en devenant des propriétaires, c'est-à-dire des capitalistes d'État. Je suppose ainsi que vous êtes en désaccord avec <http://revsoc.org/english> et <http://www.internationalist-perspective.org>

Saluts internationalistes,
Bjorn

Notre réponse

Paris, 16 octobre 2011

La FGCI au camarade Bjorn,

Cher camarade,

Nous t'envoyons en fichier joint le tract⁵ que nous diffusons actuellement. Si tu le "sens", n'hésite pas à nous envoyer tes commentaires. Nous sommes désolés pour le retard de cette réponse – comme tu peux le supposer, nos forces sont réduites.

Nous voulons te remercier pour ta franchise. Oui, comme tu le supposes, nous sommes en profond désaccord avec toi sur la question de la Révolution Russe, le parti et l'État. Pour nous, ces questions, en fait celle de l'attitude politique de l'ensemble du prolétariat – et non seulement de ses minorités politiques - par rapport à l'État est au coeur de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Donc, c'est la question principale et prioritaire à discuter et à clarifier. C'est aussi celle où la confrontation de classe – à tout niveau - est la plus aiguë et doit se mener.

Nous ne savons pas si tu veux discuter avec nous et confronter ton point de vue avec le nôtre. Quel que soit ton but, nous voulons juste souligner ce qui, pour nous, est essentiellement une question de méthode : si tu sembles considérer que le parti bolchevique avait déjà la volonté d'établir une dictature de parti depuis le début - "La révolution d'octobre n'est pas la même chose que le parti bolchevique lequel avait pour but de construire un État-parti et de subordonner les soviets à l'appareil d'État" -, nous ne savons pas quelle est ta position sur l'insurrection prolétarienne d'Octobre. Est-ce une vraie insurrection prolétarienne ou bien un "coup d'État" du parti bolchevique ?

Quelle que soit ta réponse à cette question, dire qu'il y avait un plan pré-établi par les bolcheviks revient à construire de toute pièce une histoire abstraite et à ne pas se référer au processus très concret qui s'est développé de février 1917 à octobre. Et cela t'empêche de défendre avec une quelconque crédibilité et efficacité ta position. Quelle a été le processus historique réel ? Quelle a été l'évolution de l'attitude des conseils ouvriers par rapport à l'État jusqu'à octobre ? Quel rôle ont joué les différents partis dans ce processus ? Quel rôle a été celui du parti bolchevique ? Quel a été le processus et l'évolution des relations entre les conseils ouvriers et **les partis** vis-à-vis du nouvel État surgi de l'insurrection d'Octobre ? En fait, soulever la question en ces termes, c'est-à-dire en termes historiques et concrets, fait abandonner toute vision d'un plan pré-établi et machiavélique et fait prendre en compte les difficultés réelles et concrètes, et même les contradictions, auxquelles le processus – la vague - révolutionnaire international de 1917-1921 s'est retrouvé confronté.

Nous pensons que c'est cette voie, ou méthode, que tu devrais suivre... même en continuant à défendre ta position actuelle sur l'État.

Nous avons une autre question à te poser : pourquoi et sur quelle base considères-tu que le CCI actuel est sectaire ? Quel a été le contenu de la discussion avec lui ? Y-a-t-il encore une véritable section du CCI en Suède ? On nous a dit que des camarades avaient démissionné et nous ne voyons pas de nouvelle publication depuis longtemps. Gardes-tu un contact avec eux ? As-tu d'autres camarades autour de toi avec qui tu peux discuter et confronter les points de vue ?

Nous espérons que cette courte et rapide lettre ne sera pas trop confuse et qu'elle peut t'aider à comprendre quelle est la différence entre une vision abstraite de l'histoire et une vision concrète et historique.

Saluts communistes, La FGCI.

5 . Le tract que nous reproduisons dans ce bulletin *Suivons la voie que nous montre le prolétariat en Grèce*.

LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

La défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre est toujours une frontière de classe !

La maison d'édition *Smolny* vient de publier en livre une traduction française de la revue *Komunist* publiée au début 1918 par la "première opposition de gauche" au sein du parti bolchevique. Le principal fait d'arme de cette opposition éphémère appelée "communiste de gauche" et dont le dirigeant le plus connu était Boukharine, fut de s'opposer à la signature du traité de paix de Brest-Litovsk entre la Russie soviétique et l'impérialisme allemand. La publication de ces textes ne présenterait qu'un intérêt "historique" secondaire, un intérêt de "curiosité", si son objet véritable ne donnait pas lieu, dans sa "présentation", à une attaque à peine voilée contre la révolution Russe d'octobre 1917 et contre le parti bolchévique.

En effet, la courte introduction faite par les éditeurs et surtout la préface rédigée pourtant par des camarades avec lesquels nous avons milité durant des décennies au sein du CCI, reprennent à leur compte, plus de 90 ans plus tard, les positions de *Komunist* et en particulier son opposition à la paix de Brest-Litovsk. Pire même, elles introduisent l'idée qu'il y aurait un lien, une continuité, entre cette opposition du début 1918 avec les oppositions et fractions de gauche qui lutteront par la suite contre la contre-révolution et la stalinisation des partis communistes !

À quelques rares expressions, il y a bien longtemps que la paix signée à Brest-Litovsk n'avait pas été remise en question par des gens qui se réclament du communisme. Comment peut-on affirmer aujourd'hui que "*mieux valait* (en janvier-février 1918 alors même que la vague révolutionnaire internationale n'en était qu'à ses débuts et que la guerre mondiale se poursuivait !) *être défait comme la Commune de Paris que participer à une corruption du pouvoir dénaturant le socialisme et la révolution*" (Préface) ? Le seul mérite du livre est de reproduire l'article de Lénine *Sur la phrase révolutionnaire* qui critique les déclamations tonitruantes, et vides de sens pratique, sur la guerre révolutionnaire prônées par les "communistes de gauche" alors même qu'il n'y a plus d'armée du fait des désertions massives.

Malheureusement les auteurs de la Préface ne se contentent pas de reprendre à leur compte la position "gauchiste et infantile" de Boukharine et consorts sur Brest-Litovsk. Caractérisant dès janvier 1918, deux mois à peine après l'insurrection d'Octobre, la révolution comme "*une révolution socialiste confisquée*", ils prétendent que "*dès l'insurrection [le parti bolchevique] s'est progressivement substitué aux soviets en assumant le pouvoir à leur place*". Pire même, ils affirment que "*le parti bolchevik délaisse progressivement le développement de la révolution internationale au profit de la défense du bastion russe pour finir par adopter la théorie du socialisme en un seul pays*". Il s'agit là d'une ignominie politique ! La thèse selon laquelle Staline est la continuité de Lénine est un des plus gros mensonges utilisée par la bourgeoisie pour attaquer l'idée même du communisme et dénaturer la révolution Russe d'octobre 1917. Comment les auteurs ont-ils pu ainsi glisser du terrain de la "*phrase révolutionnaire*" jusqu'à, semble-t-il, abandonner la position fondamentale de la Gauche communiste sur le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre et apporter leur caution et leur participation aux campagnes bourgeoises d'aujourd'hui contre le communisme ?

Auront-ils la force et le courage politiques de reconnaître leur faute majeure et de se désolidariser de cette préface ou finiront-ils par rejoindre, dans les combats de classes qui sont devant nous, les hordes de "penseurs" qui sont à la solde de la bourgeoisie ?

La FGCI, 24 décembre 2011

"La phrase révolutionnaire, c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans égard aux circonstances objectives, au changement marqué par les derniers événements en date, à la situation du moment. Des mots d'ordre excellents, qui entraînent et enivrent, mais sont dépourvus de base solide, telle est l'essence de la phrase révolutionnaire.(...) Quiconque ne veut pas se payer de mots, ne peut pas ne pas voir que le "mot d'ordre" de guerre révolutionnaire en février 1918 est une phrase creuse, derrière laquelle il n'y a rien de concret, rien d'objectif. Le sentiment, les vœux pieux, la colère, l'indignation, tel est le seul **contenu** de ce mot d'ordre à l'heure présente. Et un mot d'ordre qui n'a que ce contenu, on l'appelle précisément une phrase révolutionnaire. (...) Il est évident pour tous (sauf peut-être ceux que la phrase enivre complètement) qu'accepter un important conflit insurrectionnel ou militaire alors qu'on ne dispose **manifestement** pas de forces suffisantes, qu'on n'a **manifestement** pas d'armée, c'est se lancer dans une aventure qui, loin d'aider les ouvriers allemands, rendra leur lutte plus difficile et facilitera la tâche de leur ennemi et du nôtre".

Lénine, *Sur la phrase révolutionnaire*, février 1918.

Le 19ème congrès du CCI ou la Déclaration de faillite de la politique menée depuis 2001

Le CCI a tenu son 19ème congrès international au printemps 2011. Comme nous essayons de le faire pour chaque congrès de cette organisation qui reste aussi la nôtre, nous voulons prendre position sur l'article bilan qu'elle a publié.

L'article (6) qui présente ce congrès vient confirmer la poursuite de la dérive opportuniste du CCI et indiquer l'étape précise dans laquelle ce processus se situe. A son sujet, nous pouvons reprendre mot pour mot l'appréciation que nous faisons il y a un an du 19ème congrès de sa section en France : "Aucune innovation. Aucune liquidation particulière. Aucun pseudo-appfondissement théorique. Ou politique. Aucun débat réel. Aucune perspective avancée. Ni pour la classe ouvrière - en particulier face à la question de la guerre impérialiste. Ni pour les minorités révolutionnaires. Rien. Le CCI opportuniste de la liquidation n'a plus rien à dire au prolétariat" disions-nous alors.

Alors le 19ème congrès du CCI a-t-il été un congrès pour rien ? Pas tout à fait. D'abord parce qu'il entérine officiellement la politique de collaboration de classes avec l'anarchisme qui rompt avec la plateforme du CCI. Ensuite parce que, comme le reconnaît cet article, "le congrès, sur base de différents rapports, a constaté **les plus grandes faiblesses** dans notre organisation".

Les plus grandes faiblesses ? Sur le plan organisationnel ? Ce n'est pas possible. Tout lecteur régulier de la presse du CCI ne peut le croire. A première lecture, nous ne pouvions le croire. L'organisation n'avait-elle pas dépassé ses difficultés organisationnelles du passé ? Ne volait-elle pas de progrès en progrès dans son activité générale, notamment au niveau de son fonctionnement organisationnel ? N'était-elle pas plus unie que jamais ? Et de nous inquiéter, de nous interroger : de quel ordre sont ces faiblesses ? "Le congrès s'est longuement penché sur ces difficultés et en particulier sur l'état souvent dégradé du tissu organisationnel et du travail collectif qui pèse sur un certain nombre de sections".

Alors, il faut bien reconnaître que nous en restons sur le cul ! Quoi le tissu organisationnel s'est encore dégradé ? Une nouvelle fois ? Mais comment une telle situation de **grande faiblesse du tissu organisationnel** a-t-elle pu survenir alors que tous les congrès depuis la crise de 2001 louaient l'état d'esprit qui régnait au sein de l'organisation, la confiance retrouvée et la "solidarité humaine" développée entre militants, brandissaient bien haut l'étendard de l'Éthique et la morale et affichaient la Culture du débat, bref vantaient la qualité du "tissu organisationnel" retrouvé... après la lutte contre le soi-disant clan aux méthodes nazi et stalinienne, infiltré par les flics, que nous étions et qu'il avait fallu expulser⁷. Certes il n'y a pas - encore ? - "de phénomènes de

perte de conviction ou de déloyauté" nous rassure-t-on. Mais l'inquiétude revient vite car on nous dit à la suite que "les causes des difficultés actuelles sont en partie **du même ordre**" que pour les crises et les "clans" du passé ! Du même ordre ? Mais comment, comment se fait-il que réapparaissent les mêmes maux contre lesquels le CCI s'était pourtant armé, protégé grâce à des contributions théoriques de "premier ordre" tel le texte sur *La confiance et la solidarité dans la lutte prolétarienne* (Revue internationale 112) et *Le marxisme et l'éthique* (Revue 128) et s'était doté de sa précieuse *Culture du débat* ? Comment ces maux n'ont-ils pu être sinon éradiqués, du moins contenus par la Commission permanente d'enquête - ils l'appellent *Commission spéciale* - chargée de "veiller" à la loyauté et à la pureté idéologique des militants, laquelle a pourtant été mise en place depuis 2001 et a même justifié un changement des statuts en 2009⁸ ? Alors, tous ces textes, "véritables innovations théoriques" dont chacun a pu apprécier l'incalculable qualité "marxiste" et que nous avons, en leur temps, "estimées" à leur juste valeur⁹, toutes ces dispositions organisationnelles "nouvelles" introduisant de nouvelles règles organisationnelles n'auraient servi à rien ? Tous ces sacrifices politiques pour nombre de militants n'auront pas réussi à extirper le mal ? Tant de couleuvres et de capitulations politiques pour revenir à la case départ ? Est-ce que le bilan de dix ans de soi-disant combat pour "l'assainissement du tissu organisationnel", pour la confiance et la solidarité entre militants, contre l'esprit clanique et les ressentiments personnels serait négatif ? Voire un échec complet ?

Heureusement la faction liquidationniste qui dirige le CCI, armée de sa vision théorique de la décomposition et du clanisme (racine des crises organisationnelles dans le mouvement ouvrier selon cette théorie), nous gratifie d'une analyse politique ô combien "cohérente" de ces difficultés organisationnelles récurrentes, analyse qui débouche sur une orientation tout aussi "cohérente" vis-à-vis des militants et de l'organisation :

"Tous les militants des sections où ces difficultés se manifestent (...) se connaissent et militent ensemble depuis plus de trente ans. Il existe souvent entre eux, de ce fait, des liens d'amitié et de confiance solides. Mais les petits défauts,

du CCI à surmonter ses difficultés organisationnelles consiste en un examen attentif et approfondi de ces difficultés. Pour ce faire, le CCI s'était doté, à partir de 2001, d'une commission spéciale, distincte de son organe central, et nommée comme lui par le Congrès, chargée de mener ce travail de façon plus spécifique" (Revue internationale 130).

8 . Après le passage cité dans la note précédente sur la commission spéciale, voici l'autre élément qui devait permettre au CCI de surmonter ses difficultés organisationnelles : "Cela dit, un des éléments majeurs ayant permis cette capacité de notre organisation de surmonter sa crise, et même d'en sortir renforcée, avait été sa capacité à se livrer à une réflexion en profondeur, avec une dimension historique et théorique, sur l'origine et les manifestations de ses faiblesses organisationnelles, réflexion qui s'est notamment menée autour de différents textes d'orientation dont notre Revue a publié des extraits significatifs" (Revue int. 130). Les textes auxquels ce passage se réfère sont justement les textes que nous venons de mentionner...

9 . cf. les bulletins de la Fraction interne du CCI

6 . http://fr.internationalism.org/rint146/19_e_congres_du_cci_se_preparer_aux_affrontements_de_classe.html

7 . Une citation parmi d'autres : "Pendant plus d'une décennie, un des mots d'ordre centraux de notre organisation a été "tenir". C'était une épreuve difficile et un certain nombre de ses "vieux" militants n'y ont pas résisté (notamment ceux qui ont constitué la FICCI et ceux qui ont abandonné le combat au moment des crises que nous avons connues au cours de cette période). Aujourd'hui, alors que la perspective s'éclaircit, nous pouvons dire que le CCI, comme un tout, a surmonté cette épreuve" (Bilan du 16ème congrès du CCI, 2005). Deux ans plus tard : "Comme ce congrès l'avait constaté et comme le 16e congrès l'avait confirmé, le CCI avait largement surmonté les faiblesses organisationnelles qui se trouvaient à l'origine de cette crise. Un des éléments de premier plan dans la capacité

les petites faiblesses, les différences de caractère que chacun doit pouvoir accepter chez les autres ont souvent conduit au développement de tensions ou d'une difficulté croissante à travailler ensemble pendant des dizaines d'années au sein de petites sections qui n'ont pas été irriguées par le "sang neuf" de nouveaux militants du fait, justement, du recul général subi par la classe ouvrière. Aujourd'hui, ce "sang neuf" commence à alimenter certaines sections du CCI mais il est clair que les nouveaux membres de celui-ci ne pourront être correctement intégrés en son sein que si son tissu organisationnel s'améliore" (19ème Congrès : se préparer aux affrontements de classe, *Revue internationale* 146).

Nous invitons nos lecteurs à s'arrêter un instant sur la "profondeur" et la "cohérence" de ce type de réflexion dont les liquidateurs de notre organisation se sont faits les spécialistes et que nous avons si souvent relevé. Résumons : le tissu organisationnel est dégradé par le fait que les militants sont "vieux" et qu'il n'a pas été alimenté par le "sang neuf" des jeunes militants. Mais, pour pouvoir intégrer correctement de jeunes militants et leur sang neuf, il faut au préalable... améliorer le tissu organisationnel ! Tout lecteur et sympathisant sérieux du CCI en restera stupéfait. Voilà le genre de stupidité dont les éminents penseurs et théoriciens - l'un d'entre eux n'était-il pas présenté par ses proches amis de la faction liquidationniste comme le plus grand marxiste du 20ème siècle¹⁰ ? - se sont fait une spécialité. Une véritable marque de fabrique.

Quel sens concret a cette pensée lumineuse ? Car enfin, quel reproche - du point de vue des liquidateurs - peut-on réellement faire aux vieux militants présentés comme les responsables du tissu organisationnel dégradé ? Leur supposée incapacité à accepter "les petites faiblesses, les différences de caractère" entre eux - seule explication donnée aux **plus grandes difficultés** - alors qu'ils "se connaissent et militent ensemble depuis plus de 30 ans" ? Qui peut accepter une telle ineptie psychologisante ? Mais il est vrai que le noyau familial des liquidateurs avait réussi à faire avaler à la grande majorité des membres du CCI que la crise organisationnelle de 2001 était due au fait que, parmi les 6 des membres de l'ancien Secrétariat international du CCI, 5 d'entre eux - un prétendu clan, encore un - étaient jaloux de l'affection particulière qu'aurait porté le camarade Marc Chiric (décédé dix ans auparavant) à celui qui allait se faire consacrer comme "le plus grand marxiste du 20ème siècle". Alors, pourquoi les balivernes actuelles sur les caractères des uns et des autres ne passeraient pas ? Plus c'est gros, plus ça passe, dit le proverbe populaire.

Non, en fait, le véritable défaut des vieux militants aux yeux de la faction liquidationniste ne serait-il pas d'avoir été formés et intégrés dans le CCI sur la base de ses positions d'origine dans les années 1970 et 1980 ? Qu'ils en sont encore porteurs, au moins en partie, malgré les capitulations politiques qu'ils ont dû accepter ces dernières années ? Les réflexes politiques et organisationnels de ces militants, ou ce qu'il en reste, entravent et limitent au quotidien, semble-t-il, l'action destructrice du CCI et de la Gauche communiste entreprise par la faction liquidationniste. De plus, celle-ci a toujours

provoqué et entretenu la suspicion sur des catégories de militants¹¹ afin de développer la paranoïa interne - le CCI comme forteresse assiégée -, de justifier l'existence de la Commission spéciale et d'asseoir son pouvoir en jetant l'anathème contre des catégories de militants ; aujourd'hui, c'est au tour des "vieux".

Que ces "vieux" camarades surveillent leur arrières ! Ils sont sous surveillance. Soit ils se taisent, acceptent les nouvelles positions opportunistes sans rechigner ; soit ils se laissent aller encore à exprimer à l'occasion, par réflexe, les véritables positions du CCI sur telle ou telle question et alors les tensions "personnelles" liées à toute divergence politique importante leur seront imputées comme une marque de "leur caractère" et de "leur incapacité à travailler collectivement". La discussion sur la divergence politique sera alors éclipsée par la discussion sur leurs traits psychologiques, leur amitiés et leurs inimitiés. Ils ont donc intérêt - ils le savent d'ailleurs au plus profond d'eux-mêmes - à se méfier et à éviter les confidences, ragots, ou autres rapports dont la *Commission permanente de surveillance* pourrait être saisie.

Quant aux jeunes et nouveaux militants, intégrés sur la base des nouvelles positions et orientations, tant politiques qu'organisationnelles, peu d'entre eux restent dans l'organisation, de l'aveu même des liquidateurs selon lesquels les nouveaux membres sont difficilement intégrés dans un tissu dégradé... par les "vieux".

Alors, vu les circonstances, qu'importent les banalités et les contradictions que ce congrès a délivrées en guise d'analyse sur la situation internationale, lorsqu'il a osé émettre une opinion quelque peu tranchée. Qu'importe de revenir sur l'extrait reproduit dans ce bilan de la Résolution sur la situation internationale sur la crise, qui nous souligne "*la spirale infernale*" de "*la crise de la dette souveraine*", constat d'une banalité affligeante que même la presse bourgeoise entonne allègrement. Faut-il rire ou bien s'attrister des satisfecits déclarant que "*la période qui a suivi le congrès a confirmé cette analyse*" et qu'elle ne "*ne découle d'aucun mérite particulier de notre organisation*" car celle-ci serait, paraît-il, "*fidèle aux analyses classiques du mouvement ouvrier*"... sauf que le CCI, depuis son 16ème congrès, a notamment rejeté le fondement théorique de la décadence du capitalisme : le cycle crise-guerre-reconstruction ; que, depuis son 17ème congrès, il a aggravé cette trahison vis-à-vis des "*analyses classiques du mouvement ouvrier*" en décrétant la disparition définitive de la perspective de la guerre impérialiste généralisée et, au niveau de l'alternative historique, l'apparition d'une "3ème voie" (la destruction de l'humanité par la décomposition).

Que dire aussi de ce dernier congrès selon lequel "*la brutalité même des attaques provoque un sentiment d'impuissance dans les rangs ouvriers*" alors même que les luttes massives n'ont cessé de se développer depuis plus d'un an, en particulier tout autour de la Méditerranée ? Le seul type de lutte qui a eu grâce à ses yeux est, en Espagne, "*le mouvement des Indignés [qui] est devenu pour plusieurs mois une sorte de "phare" pour les autres pays d'Europe ou d'autres continents*" ; cette analyse confirme que le CCI actuel s'est non seulement imprégné de la vision conseilliste de la lutte des classes mais,

10 . Il est vrai que lui-même, dans un texte interne dont tous les membres du CCI de l'époque se souviennent avec, n'en doutons-pas, beaucoup d'émotion, se présentait comme le "fil rouge" entre les révolutionnaires du passé et ceux de demain.

11 . Nous renvoyons à notre *Historique du Secrétariat international du CCI (1996-2001)* (**1e partie**) (**2e partie**) sur l'usage de la suspicion par les ragots et calomnies incessantes de la "militante Louise".

surtout, est devenu particulièrement perméable aux campagnes idéologiques et politiques bourgeoises, en particulier la démocratique, au point de s'en faire le relais¹² !

Le CCI d'aujourd'hui tend de plus en plus à remplacer la clarté des conceptions marxistes par une pauvreté de pensée empruntée à la bourgeoisie et les positions de classe du vrai CCI (héritées de la Gauche communiste) par l'idéologie "à la mode", celle que la classe dominante assène actuellement contre la classe ouvrière..

Malgré la théorie de la "culture du débat" dont les liquidateurs nous ont rebattu les oreilles durant toutes ces années, nous ne saurons rien des "*points de vue différents [qui se] sont exprimés*" sur l'évolution de la crise économique ; rien non plus sur l'absence de "totale homogénéité sur ce sujet" [le développement de la lutte des classes] et donc sur les arguments et réflexions contradictoires qui ont, semble-t-il, été avancés au cours de ce congrès.

De même nous ne saurons rien, aucun exposé ou résumé même succinct des "nombreuses et riches discussions" qu'a suscité la nouvelle "collaboration" avec les groupes anarchistes (et même trotskistes, comme nous l'apprend l'article). Nous n'en saurons pas plus sur les arguments des nouveaux membres du CCI, en Turquie en particulier, qui rejettent l'analyse du parasitisme - une des armes politiques du liquidationnisme contre le CCI et contre la Gauche communiste. Enfin, le bilan nous informe que le congrès est revenu sur la Résolution du 16ème congrès (que nous avions dénoncée en son temps) qui proclamait que "*le CCI constitue déjà le squelette du futur parti*". Mais pourquoi, comment, une telle prise de position, en rupture complète avec toute la

politique du CCI depuis son origine, avait-elle pu être adoptée ? Et pourquoi est-elle abandonnée aujourd'hui ? Personne n'en saura rien et les liquidateurs se gardent bien "d'ouvrir le débat".

La politique de liquidation des acquis et des positions politiques du CCI continue donc et ce congrès en est une manifestation probante. Ce qui, pour nous, en ressort essentiellement, c'est que les liquidateurs gardent la main-mise sur l'organisation et qu'ils ont manifestement l'intention de mener à bout leur entreprise jusqu'à sa destruction, voire jusqu'à celle de la Gauche communiste comme un tout – en particulier en visant à la destruction des autres organisations de cette Gauche et, en premier lieu, celle de sa principale : la Tendance communiste internationaliste¹³.

Pour les militants sincères du CCI, attachés à ses principes et positions politiques, il est temps de faire un bilan des dix dernières années. Celui-ci est dramatique sur tous les plans et ce 19ème congrès vient le confirmer. Le résultat en est une démoralisation et un manque de conviction croissants qui se manifestent par les démissions et les retraits, plus ou moins prononcés, de militants. Mensonge ? Interprétation ? Exagération ? Il suffit de lire la dernière phrase de l'article sur le congrès pour avoir une idée de l'état d'esprit "militant et combatif" qui règne aujourd'hui dans le CCI, parmi ses militants : "**Après tout, une des caractéristiques fondamentales de tout militant communiste c'est d'être un combattant**". Faut-il vous rappeler, camarades du CCI, qu'un militant communiste est **avant tout** un combattant ?

Novembre 2011.

12 . Nous renvoyons nos lecteurs à nos différentes prises de position sur les "indignés" et aussi à celles de la Tendance Communiste Internationaliste pour une compréhension claire de leur réalité, de leur faiblesses et limites croissantes, et pour l'usage qu'en fait la bourgeoisie contre la conscience de la classe ouvrière.

13 . cf. [Résolution honteuse du CCI contre la Gauche communiste](#), *Bulletin communiste international* n°6 et la "réponse" du CCI actuel faite sur son forum internet suite à la publication dans notre bulletin d'extraits de la résolution secrète du 16ème congrès appelant à jeter le discrédit sur le BIPR (aujourd'hui TCI) et même à sa destruction : (<http://fr.internationalism.org/forum/312/askinan/4807/resolution-secrete-du-16eme-congres>).

**A propos de la Résolution cachée du 16^e congrès du CCI (2005)
Les liquidateurs du CCI et leurs pratiques honteuses et destructrices :
Ils persistent !**

Suite à la publication dans notre bulletin 6 des extraits de la Résolution du CCI de 2005 qui appelait à la destruction du BIPR, le CCI a été contraint de répondre publiquement sur son forum internet.

Cette "mise au point" de ceux qui liquident le CCI et veulent en faire autant avec la Gauche communiste - ils ne s'en cachent plus - est digne de la politocaille, des manoeuvres et de l'état d'esprit propres au gauchisme le plus crasse. Et qui s'éloigne de plus en plus de l'esprit prolétarien et de la "culture du débat" entre communistes face à leur classe ! Elle s'ingénie à noyer le poisson - les attaques et la destruction du BIPR - dans un pseudo argumentaire sur le fait que la résolution n'était pas secrète car il suffisait de relever qu'ils avaient écrit au BIPR en 2004 pour lui "intimer l'ordre" de rompre toute relation avec... la Fraction interne du CCI ; et de lire la résolution sur la situation internationale de ce 16^e congrès dans laquelle ils affirmaient que le CCI était devenu "*le squelette du futur parti*"¹⁴, pour en déduire que la disparition et la destruction du BIPR étaient devenues des objectifs à souhaiter et à atteindre...

Quelle hypocrisie¹⁵ ! Quelle honte aussi ! Nous mettons au défi la faction liquidationniste du CCI de publier cette résolution dans son intégralité - ne serait-ce pas là la meilleure des réponses ? Mais surtout, quelle trahison de tous les principes communistes ! Car il ne s'agit pas là - la destruction d'une organisation politique du prolétariat - d'une question d'ordre secondaire. Une telle orientation qui rompt à 100% avec l'orientation adoptée par le CCI depuis son origine - tant vis-à-vis du BIPR que vis-à-vis du camp prolétarien en général - est une orientation fondamentale qui détermine toute l'activité de l'organisation vis-à-vis du "Milieu Politique Prolétarien". Comment peut-on adopter une résolution d'une telle importance et ne jamais l'évoquer ? Faire comme si elle n'existait pas ? N'est-ce pas là une pratique des plus hypocrites, digne des gauchistes ? Car enfin, si subitement, une des rares organisations de la Gauche Communiste, fruit de décennies de combat et de sacrifices de **notre classe**, est devenue un obstacle pour la lutte historique du prolétariat, comment ne pas poser le problème publiquement ? Comment ne pas en alerter tout le prolétariat ? Comment ne pas appeler les ouvriers et éléments révolutionnaires qui en sont proches à s'en éloigner au plus vite ? Comment ne pas appeler ses militants à réagir et à la quitter s'ils veulent rester des combattants du prolétariat ? La première responsabilité pour les communistes lorsqu'ils avancent une orientation et une réflexion sur une question politique d'une telle importance est de rendre celle-ci publique, de la présenter au prolétariat dans son ensemble. Voilà l'attitude qu'a toujours mise en avant et en pratique le mouvement communiste. Voilà l'attitude et la pratique qu'a toujours défendues notre CCI avant qu'il ne soit pris en otage et entraîné dans une dérive opportuniste néfaste par une "faction liquidatrice".

C'est dans ce sens que jusqu'au bout nous lutterons contre l'opportunisme. C'est dans ce sens que jusqu'au bout nous ferons la lumière et nous dénoncerons ses méthodes, ses mensonges et son hypocrisie. Et nous appelons tous les communistes - les organisations et les éléments de la Gauche Communiste, sans oublier les militants-mêmes du CCI - à nous rejoindre dans ce combat.

La FGCI, 24 octobre 2011.

14 . Le dernier congrès du CCI a critiqué et rejeté cette formulation pourtant adoptée par le congrès de 2005. Pourquoi ? Comment ? A l'issue de quel débat ? On n'en saura rien. Voilà une pratique, en rupture avec toute l'expérience du CCI, introduite par les liquidateurs lors de la crise organisationnelle de 2001, qui permet les changements brusques de positions tout comme leur trahison sans avoir de compte à rendre à quiconque et surtout pas au prolétariat.

15 . Tout lecteur pourra en juger en relevant l'utilisation du "conditionnel-futur" pour les verbes et du "si" dans la citation de leur lettre de 2004 au BIPR qu'il cite : "*si le BIPR persiste dans la politique du mensonge, de la calomnie et, pire encore du "laisser dire" et du silence complice devant les agissements des groupuscules dont c'est la marque de fabrique et la raison d'exister, tels le 'Circulo' et la FICCI (...) alors il fera la preuve qu'il est devenu lui aussi un obstacle à la prise de conscience du prolétariat (...) il sera préférable que le BIPR disparaisse et notre but sera de tout faire pour pousser à sa disparition*". D'une lettre publique au "conditionnel-futur" à une résolution cachée utilisant le présent - "*Outre le BIPR, les autres groupes du milieu prolétarien ne sont plus capables de contribuer positivement au futur parti de classe, la priorité de notre intervention n'est plus de les aider à y contribuer...*" ; « *Il faut être conséquent : si on dit que les groupes du milieu politique prolétarien ont une attitude destructrice, il faut les discréditer politiquement*" -, s'exprime toute la dimension de "faux-culs" des liquidationnistes du CCI actuel.

TEXTE DU MOUVEMENT OUVRIER

Sur la préparation du Congrès de Tours de 1920 et le combat pour la constitution du Parti communiste français

Nécessité « d'une » scission (B.Souvarine, 1920)

Nous ne partageons pas l'indignation de ces camarades qui s'émeuvent des préparatifs de sécession de la droite et du centre du Parti (ce centre minuscule se confondant, en idéologie et en fait, avec la droite). Nous avons écrit souvent, et nous répétons aujourd'hui : « l'unité » ou la « scission » ne sont pas blâmables ou louables en elles-mêmes ; il est aussi absurde de magnifier l'unité que de glorifier la scission en principe ; la seule question qui se pose est celle de savoir ce que représentent les mots « unité » et « scission », à tel moment de l'histoire socialiste d'un pays, dans telles circonstances politiques, et d'apprécier quel intérêt le communisme peut tirer de *telle unité* ou de *telle scission*.

De ce point de vue, nous devons d'abord envisager ce qu'est l'unité actuelle du Parti et quels bienfaits ou quels mécomptes elle a réservés au mouvement révolutionnaire du prolétariat français.

Ce qu'on appelle l'unité, actuellement, n'existe pas : telle est la première constatation qui s'impose. Le Parti est formé de groupes qui se combattent et qui ne peuvent pas ne pas se combattre, car les opinions des uns s'opposent à celles des autres. Il faut donc, ou se tromper soi-même, ou vouloir tromper autrui, pour proclamer la nécessité de « maintenir » une unité qui n'est que fiction.

L'unité réelle, n'existant pas, on peut encore se demander si, néanmoins, l'état de choses déplorable en soi que l'on nomme unité, n'a pas été de quelque manière profitable à la cause prolétarienne. La réponse nous est donnée par le bilan des six dernières années : soumission à la bourgeoisie pendant la guerre impérialiste ; abdication devant le wilsonisme à la fin de la guerre ; servilisme à l'égard des dirigeants félons de la Confédération Générale du Travail, après la guerre ; en toutes circonstances, absence d'esprit révolutionnaire, carence de doctrine socialiste, quand ce ne furent pas reniements et trahisons cyniques.

En vérité, l'unité qui couvre du drapeau rouge toutes ces turpitudes est une calamité. Non seulement elle permet à des politiciens de trafiquer impunément du socialisme, mais encore elle rend impuissants les sincères socialistes qui travaillent à l'affranchissement du prolétariat ; par surcroît, elle discrédite l'idée même du socialisme, aux yeux des masses, au lieu de la corroborer.

Ces simples observations, que tout socialiste honnête a pu faire, comportent comme conclusion la nécessité pour les communistes de s'affranchir de tout lien les unissant artificiellement aux bourgeois et petits-bourgeois qui, sous le nom de socialistes, et dans le parti socialiste, servent les intérêts du capital. Les communistes ont pour mission d'éduquer et d'organiser le prolétariat, de le guider dans sa lutte contre la bourgeoisie et ses agents plus ou moins déguisés ; ils n'ont pas de temps à perdre en discussions

stériles avec les faux socialistes ; surtout, ils n'ont pas à subordonner leur action, à l'assentiment de leurs adversaires. Le besoin d'une scission s'impose donc inéluctablement ; il reste à savoir *quelle* scission sera profitable au communisme.

Pour définir avec justesse la scission salutaire, il faut considérer la composition de notre Parti. Politiquement, il comprend trois tendances : celle des communistes, de prédominance indiscutable ; celle des centristes, dont le *Populaire* de [Longuet](#) et [Paul Faure](#) est l'expression ; celle des réformistes « officiels » (ni plus ni moins réformistes que Longuet et Faure, mais plus francs) dont Léon Blum et Paul-Boncour sont les représentants. Nous négligeons à dessein les subtiles distinctions de nuances entre les membres de ces tendances, ces distinctions ne présentant aucun intérêt. La vérité exige de constater que les trois fractions, y compris celle des communistes, comprennent des éléments « indésirables » dans un Parti Communiste. Séparer les communistes des réformistes, des opportunistes, des contre-révolutionnaires de toutes étiquettes, telle est la tâche immédiate qui sollicite les communistes.

Cette tâche ne pourra être réalisée en un jour. C'est l'expérience du travail quotidien, de l'action révolutionnaire, qui permettra de séparer le bon grain de l'ivraie ; c'est la vie et la lutte qui sélectionneront les hommes, en les mettant à l'épreuve. Mais les communistes ont le devoir d'envisager dès aujourd'hui les conditions de cette inévitable scission, et de faire qu'elle s'accomplisse au mieux des intérêts de la révolution.

L'éventualité d'une rupture des Communistes avec l'organisation existante est exclue de nos préoccupations. Dans le passé, nous n'avons pas quitté le Parti parce que nous savions que la masse de ses membres n'était pas corrompue, qu'elle était seulement égarée, et que les chefs seuls étaient responsables de la trahison du Parti, en 1914-1918. Nous avons entrepris l'organisation de l'opposition à la politique de trahison, dans des conjonctures pénibles, parmi des difficultés qui paraissaient quasi insurmontables. L'opposition a grandi, s'est fortifiée, a gagné aussi en forces intellectuelles, jusqu'à devenir, au Congrès de Strasbourg, près de la moitié du Parti. Ce n'est pas au moment où elle va triompher qu'il peut être question de sa sortie de l'organisation. La maison est à elle, c'est aux imposteurs d'en sortir.

Comment les faire sortir ? C'est toute la question. Elle est résolue en partie, s'il est vrai que les imposteurs se soient concertés et décidés à ne pas attendre leur expulsion. Elle est à résoudre si, pour des motifs de stratégie politicienne, ils entendent séjourner dans le Parti pour y saboter le travail révolutionnaire. Dans ce cas, les reconstructeurs et les social-patriotes prétendront bénéficier de la déclaration remise à [Daniel Renoult](#) par [Zinoviev](#), et feindront d'accepter les thèses et les conditions de Moscou, quelque horreur qu'ils en

éprouvent : ils ne sont pas à un reniement près.

Il n'y a pas d'autre façon de tracer une démarcation entre communistes et non-communistes que de soumettre au Parti un programme communiste, que les uns acceptent, que les autres repoussent. C'est ce qu'a fait le *Comité de la 3^e Internationale* en proposant aux Fédérations une « Résolution d'adhésion à l'Internationale Communiste », résumant les thèses et les conditions du Congrès de Moscou. À cette résolution ont été opposées deux autres motions, également hostiles au communisme défini par la 3^e Internationale, l'une claire, franche et écrite en français, signée Léon Blum-Bracke, l'autre fuligineuse, tortueuse et écrite en charabia, signée Longuet-Paul Faure. L'une et l'autre expriment, avec plus ou moins de bonheur, l'antithèse du communisme. Entre les partisans de l'une ou de l'autre et les communistes, il n'y a pas d'accord, de collaborations possibles. La ligne de démarcation est tracée.

C'est pourquoi la proposition de Zinoviev ne trouvera pas son application dans les conjonctures que nous traversons : les reconstruc-teurs soi-disant « de gauche » ont montré, en signant la résolution Longuet-Paul Faure, qu'ils n'ont absolument rien de commun avec les communistes. Quelle que soit leur attitude à l'issue du Congrès de Tours, nous refuserons de collaborer, *dans les organes directeurs du Parti*, avec des hommes qui auront combattu jusqu'au dernier moment notre programme communiste, et qui se seront résignés à le subir, parce que, malgré eux, *contre eux*, nous l'aurons fait triompher. S'ils déclarent s'incliner devant les décisions du Parti et accepter (comme l'a écrit Zinoviev) les thèses et les conditions de Moscou, ils resteront dans le Parti, et ce ne sont pas les occasions de se réhabiliter qui leur manqueront. Il dépendra d'eux que la confiance leur soit rendue et que le Parti les appelle, dans l'avenir, à des charges comportant des responsabilités.

Ceux qui prétendront, au nom de la « liberté de pensée », de la « liberté de parler », de la « liberté d'écrire », combattre le communisme au sein même du Parti devenu communiste, auront la liberté de penser, de parler et d'écrire *hors du Parti*. Les communistes ne toléreront pas dans leurs rangs les semeurs de doute, de scepticisme et de panique. Si Longuet s'imagine qu'il pense quand il rêve, qu'il parle quand il divague, qu'il écrit quand il barbouille du papier, nous n'aurons pas la cruauté de lui enlever ses dernières illusions : mais nul ne contestera à la majorité du Parti le droit d'envoyer

un médiocre malfaisant exercer sa malfaisance ailleurs.

La fraction qui repousse explicitement l'adhésion à l'Internationale Communiste s'exclut d'elle-même du Parti. Il ne nous reste qu'à lui souhaiter bon voyage, en tirant notre chapeau devant des adversaires qui s'avouent loyalement.

Quant aux faux communistes qui ont cru habile de se rallier à notre résolution, pour conserver des situations acquises ou pour conquérir des postes convoités ; quant à ceux qui espèrent que rien ne sera changé au lendemain du Congrès de Tours, et que le vent emportera les engagements et les promesses ; quant à ceux qui n'ont d'autre souci que d'être avec la majorité et qui seront dans notre fraction les communistes « indésirables », nous leur annonçons qu'ils trouveront à qui parler. C'en est fini de l'ancienne camaraderie débilitante et corruptrice, des tolérances mutuelles dans l'inaction et l'indifférence. Pour prétendre à diriger la classe ouvrière dans la lutte des classes, le Parti devra devenir une organisation d'élite, sachant prêcher d'exemple, tenir dans l'action révolutionnaire le premier rang, écarter impitoyablement les traîtres et les défaillants. Ceux qui ont du Parti prolétarien cette conception ne laisseront pas transformer la section française de l'Internationale Communiste en section de la 2^e Internationale.

Nous rappelons, que nous, partisans des thèses et des 21 conditions de Moscou, avons consenti à nos camarades groupés autour de [Cachin](#) et [Frossard](#) quelques concessions d'importance secondaire, parfaitement compatibles dans les circonstances actuelles avec les principes de l'Internationale Communiste, à seule fin de réaliser l'accord entre les deux fractions sincèrement résolues de travailler pour la révolution prolétarienne, sous la direction de l'Internationale Communiste. Mais nous restons décidés à faire entrer en application les règles tracées par le 2^e Congrès International. La motion que nous avons signée et défendue ne sera ni altérée, ni transgressée sans que nous dénoncions toute déviation et que nous lancions à nouveau le mot d'ordre de l'opposition, quelles qu'en puissent être les conséquences immédiates.

Nous n'avons pas signé un pacte avec la majorité, nous l'avons conclu avec le Communisme.

Article paru dans le numéro 46 du *Bulletin communiste*, 1^{ère} année, 2 décembre 1920, signé du pseudonyme « Varine »

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur

organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.